



Séance ordinaire du mercredi 18 décembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Planification et aménagement
durables du territoire, foncier

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Thierry DEWINTRE, Carole DONADA, Isabelle GIANIEL, Stéphanie JANNIN.

Absents / Excusés :

Fabien ABERT, Valérie BARTHAS-ORSAL, Djamel BOUMAAZ, Chantal CLARAC, Véronique DEMON, Pierre DUDIEUZERE, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA

Planification et aménagement durables du territoire, foncier - Commune de Montpellier - Requalification du Marché d'Intérêt National - Signature d'une convention pré-opérationnelle avec l'Établissement Public Foncier Occitanie - Approbation

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole conduit et anime une politique volontariste en matière de transition agro-écologique et d'alimentation durable en lien étroit avec l'ensemble des acteurs du territoire. Depuis octobre 2017, elle bénéficie de la reconnaissance ministérielle en tant que Projet Alimentaire Territorial (PAT).

Cette politique agro-écologique et alimentaire engage pleinement le Marché d'Intérêt National (MIN) de Montpellier Méditerranée Métropole comme un outil stratégique et opérationnel de sa mise en œuvre.

Le MIN est un lieu clé de massification et de transformation des produits alimentaires et joue un rôle structurant pour le territoire, et plus largement à l'échelle du pôle métropolitain.

Outre son ancrage dans la politique agro-écologique et alimentaire, le MIN se situe à la convergence de plusieurs autres politiques publiques clés : politiques de développement économique, d'aménagement et de développement durables du territoire, des mobilités, en particulier de logistique urbaine à ce titre, ou de dynamisation commerciale.

Il constitue ainsi un levier important pour la mise en œuvre d'une action publique volontariste de développement durable de la Métropole, sur les plans économiques, environnementaux, sanitaires, sociaux et sociétaux.

Afin de renforcer le MIN et engager son évolution vers la création d'un « *Pôle de l'Alimentation Méditerranéenne Durable* », l'élaboration d'un schéma directeur du MIN de Montpellier Méditerranée Métropole a été initiée.

Dans ce contexte, la question foncière est majeure. Le MIN est situé dans un quartier en plein renouvellement urbain, inscrit dans la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) « *La Restanque* » de compétence communale. Cette opération engage les évolutions du secteur vers une mixité plus forte entre l'économie et l'habitat, d'autant plus nécessaire aux abords immédiats du cœur de Ville, centre de la Métropole. Il est à noter que la modification n°12 du PLU de la Ville de Montpellier a fait évoluer le secteur du MIN pour le conforter exclusivement dans sa vocation au titre du développement de l'activité économique et notamment permettre la création de la cuisine centrale municipale à proximité.

A ce jour, le schéma directeur du MIN est toujours à l'étude. Toutefois, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite saisir les opportunités foncières qui se présentent sur les propriétés jouxtant cet outil stratégique d'ores et déjà identifiées comme indispensables à sa restructuration même puis son extension.

En conséquence, il est proposé que la Métropole contractualise avec l'Établissement Public Foncier d'Occitanie (EPFO) afin d'engager un nouveau partenariat sur ce secteur en vue d'opérer et financer les réserves foncières requises.

Le périmètre d'intervention proposé est situé à l'Ouest du MIN, et constitué des parcelles cadastrées OL 30, 32, 34, et OO 13, 14 et 41, d'une superficie cadastrale totale de 38 242 m². Ces parcelles sont bâties et pour la plupart occupées par des activités commerciales ou industrielles.

La convention serait de nature pré-opérationnelle portant sur le « *Pôle de l'Alimentation Méditerranéenne Durable* » fixant les modalités techniques, administratives et financières de l'intervention sur le périmètre précité.

L'engagement financier de l'EPFO dans le cadre de cette convention est fixé à 10 600 000 € sur 5 ans.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la passation de la convention pré-opérationnelle dénommée « *Pôle de l'Alimentation Méditerranéenne Durable* », avec l'Etablissement Public Foncier Occitanie, pour une durée de 5 ans avec un engagement financier prévisionnel à hauteur de de 10 600 000 € ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 78 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 3 voix

Mme Maud BODKIN, Mme Stéphanie JANNIN, Mme Chantal MARION.

Fait à Montpellier, le 27/12/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 27 décembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191218-110953-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/12/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Périmètre

- 20191112_EPF_Projet-convention-préop.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.